

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

15-02-1996



Monsieur André FLAHAUT
Ministre de la Fonction publique

Rue de la Loi, 155
1000 BRUXELLES

VOTRE LETTRE du

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES

ANNEXES

28.005/I/PF
JMB/DV

OBJET: deuxième phase de l'opération "nouveaux cadres".

Monsieur le Ministre,

La Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) a pris connaissance en séance du 8 février 1996 de votre circulaire n° 427 du 29 janvier 1996 (deuxième phase de l'opération de fixation de nouveaux cadres organiques et linguistiques).

Selon cette circulaire les dossiers de cadre organique doivent être introduits avant le 1er avril 1996, et ne peuvent toutefois faire l'objet d'un accord commun que lorsque les carrières particulières auront elles-mêmes recueilli tous les accords nécessaires.

Pour 34 services (cfr. annexes 2 et 3 de la lettre de la C.P.C.L. du 19 janvier 1996) dont 5 ministères et 29 parastataux et établissements scientifiques qui n'ont pas finalisé la 1ère phase de l'opération "nouveaux cadres", il s'agira donc au vu de la circulaire précitée de globaliser la 1ère et la 2ème phase de l'opération "nouveaux cadres" au point de vue organique et linguistique.

Pour toutes ces raisons on peut imaginer - au vu du bilan de la 1ère phase - que de nombreuses administrations vont se trouver devant un vide juridique les empêchant de recruter, promouvoir ou transférer valablement du personnel en 1996 puisque la plupart des administrations n'auront pas de cadres linguistiques valables pendant encore de nombreux mois.

Même les 20 services qui ont finalisé la 1ère phase risquent d'être bloqués pour les niveaux 1 et 2+ et pour les niveaux 4, 3 et 2 à partir du 1er juin 1996 s'ils n'ont pas publié leurs nouveaux cadres linguistiques avant cette dernière date.

Face à cette situation et tenant compte de la nécessité pour les services publics de fonctionner de façon régulière sans hypothéquer juridiquement les restructurations, recrutements, promotions, et transferts - sans vouloir pour autant empiéter dans un domaine qui n'est pas de sa compétence - la C.P.C.L. est très préoccupée d'éviter que l'on transgresse les lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

C'est la raison pour laquelle elle estime qu'il serait particulièrement opportun de prendre dans les plus brefs délais, des dispositions transitoires - notamment dans le cadre de l'arrêté royal n° I relatif aux degrés linguistiques de la hiérarchie - de nature à permettre la mise en oeuvre harmonieuse des réformes des carrières des niveaux 1 et 2+ d'une part et des carrières des niveaux 2, 3 et 4 d'autre part (arrêté royal des 14 septembre 1994 et 10 avril 1995 portant simplification de ces carrières) et cela en conformité avec les lois linguistiques qui sont d'ordre public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS